



**PRÉFET  
DE MAYOTTE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Le Préfet de Mayotte  
Délégué du Gouvernement  
Chevalier de l'Ordre national du Mérite**

**Arrêté N° 218/2020 portant interdiction de tout accès  
aux plages, criques et îlots du département de Mayotte**

**VU** la loi organique n°2007-223 du 21 février 2007 portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer ;

**VU** la loi organique n°2010-1486 du 7 décembre 2010 relative au département de Mayotte ;

**VU** la loi n°2001-616 du 11 juillet 2001 modifiée relative à Mayotte ;

**VU** la loi n°2010-1487 du 7 décembre 2010 relative au département de Mayotte ;

**VU** le code de la santé publique, notamment l'article L.3131-1 ;

**VU** Le Code Pénal ;

**VU** le code de la sécurité intérieure ;

**VU** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004, modifié par décret n°2005-1621 du 22 décembre 2005, relatif aux pouvoirs des préfets à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

**VU** le décret n° 2005-1514 du 6 décembre 2005 modifié relatif à l'organisation outre-mer de l'action de l'Etat en mer ;

**VU** le décret n°2020-260 du 16 mars 2020 portant réglementation des déplacements dans le cadre de la lutte contre la propagation du virus covid-19 ;

**VU** le décret N° 2020-264 du 17 mars 2020 portant création d'une contravention réprimant la violation des mesures destinées à prévenir et limiter les conséquences des menaces sanitaires graves sur la santé de la population ;

**VU** l'arrêté modifié du ministre des solidarités et de la santé du 14 mars 2020 portant diverses mesures relatives à la lutte contre la propagation du virus covid 19 ;

**VU** le décret du 10 juillet 2019 portant nomination de M. Jean-François COLOMBET, en qualité de préfet de Mayotte, délégué du Gouvernement ;

**VU** le décret du 8 Octobre 2019 portant nomination de M. Jean-Baptiste CONSTANT sous-préfet, directeur de cabinet du préfet de Mayotte ;

**VU** le décret du 23 avril 2018 portant nomination de M. Julien KERDONCUF, sous-préfet, chargé de mission auprès du préfet de Mayotte ;

Considérant que l'organisation mondiale de la santé (OMS) a déclaré, le 30 janvier 2020, que l'émergence d'un nouveau coronavirus (covid-19) constitue une urgence de santé publique de portée internationale ;

Considérant le caractère pathogène et contagieux du virus covid-19

Considérant l'état de la menace sanitaire liée au risque épidémique en cours ;

Considérant l'urgence et la nécessité qui s'attache à la prévention de tout comportement de nature à augmenter ou favoriser les risque de contagion ;

Considérant qu'il résulte des données médicales connues que ce virus se propage notamment par la salive ; que compte tenu de la durée d'incubation de 14 jours certaines personnes ne présentant aucun symptôme peuvent être porteuse de ce virus et le propager ; qu'ainsi les mesures de confinement ne sauraient à elles seules suffire à endiguer cette propagation ;

Considérant ainsi que l'intérêt de la santé publique justifie de prendre des mesures proportionnées aux risques encourus et appropriés aux circonstances de temps et de lieu afin de prévenir et de limiter les conséquences des menaces possibles sur la santé de la population ;

Sur proposition de Monsieur le directeur de cabinet du préfet de Mayotte

#### ARRETE :

**Article 1 :** Afin de prévenir la propagation du coronavirus covid-19, est interdit à compter du vendredi 20 mars 2020 et jusqu'au 15 avril 2020 l'accès aux plages, criques et îlots du département de Mayotte.

**Article 2 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif gracieux auprès du préfet de Mayotte ainsi que d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Mamoudzou dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

**Article 3 :** Une copie du présent arrêté sera transmise à Monsieur le Procureur de la République de Mayotte

**Article 4 :** Le secrétaire général de la préfecture de Mayotte, Le directeur de Cabinet, Le Directeur Territorial de la Police Nationale, le Général commandant le groupement de gendarmerie nationale, Madame la Directrice Générale de l'Agence Régionale pour la Santé, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du département de Mayotte.

Le préfet,  
REPUBLICQUE FRANÇAISE  
Jean-François LOZOMBET  
N° 976-05  
PREFECTURE DE MAYOTTE

